



Opinion : Le blocus ferroviaire doit se terminer maintenant

Plus cette crise durera, plus elle nuira aux familles et aux communautés - et plus notre économie prendra de temps pour se rétablir.

NATHALIE ST-PIERRE, PARTICIPATION SPÉCIALE À LA MONTREAL GAZETTE

Mise à jour : 17 février 2020

Les Canadiens appuient et défendent le droit à la manifestation pacifique comme principe fondamental de notre société démocratique. Mais à l'heure actuelle, il faut se questionner sérieusement à savoir si ce droit s'étend au blocage des chemins de fer, des autoroutes, des ponts ou des bâtiments publics pendant une si longue période.

Les blocus ayant lieu à plusieurs endroits, notamment à Vaughan et à Belleville, en Ontario, et à Sainte-Catherine, au Québec, ont des répercussions négatives sur les gens ordinaires à travers le Canada et sur les entreprises qui font tourner notre économie. Les risques sont énormes pour tous ceux qui partagent ce territoire.

Empêcher la livraison de combustible domestique utilisé par les familles et les centres de soins pour personnes âgées, du chlore servant à traiter l'eau potable et du propane utilisé par les hôpitaux pour cuisiner n'a rien à voir avec « l'inconvénient » que causerait un retard dans la livraison d'un colis d'Amazon. Il s'agit ici d'une crise - et tout le monde est affecté.

Les répercussions négatives que ces blocus causent aux familles et aux collectivités d'une province à l'autre sont très réelles - et d'une grande portée. Alors que la deuxième semaine du blocus ferroviaire se conclut, des travailleurs de tous les secteurs sont mis à pied. Et d'autres le seront inévitablement.

L'interruption du transport ferroviaire cause de nombreux dommages aux industries pour les industries qui soutiennent l'économie canadienne. Cela équivaut à des dizaines de millions de dollars en coûts imprévus pour les membres de l'Association des produits forestiers du Canada, plusieurs entreprises et emplois étant désormais menacés. Dans certains cas, des clients de produits forestiers basés aux États-Unis ne passent plus de commande auprès des producteurs canadiens parce qu'ils savent qu'ils ne recevront pas leurs produits à temps.

Les agriculteurs sont durement touchés par le blocus ferroviaire. Ils ont besoin de propane pour chauffer leurs bâtiments, comptent sur des livraisons de grains de soya, de céréales et de maïs pour nourrir leur bétail et ont besoin d'engrais pour leurs champs. Ils doivent aussi être en mesure d'expédier leurs récoltes pour être payés.

La quantité d'eau potable sera menacée s'il est impossible de livrer le chlore pour le traitement de l'eau. Le groupe de distribution de produits chimiques Distribution Responsable Canada affirme que les villes et les municipalités pourraient manquer de chlore d'ici une semaine ou deux.

Les détaillants avertissent également qu'il pourrait y avoir une pénurie de produits essentiels. Les produits d'hygiène personnelle et les préparations pour nourrissons font partie des biens de consommation qui pourraient bientôt manquer.



L'approvisionnement en propane a atteint un niveau critique au Québec, en Ontario et dans le Canada atlantique, où 85 000 familles dépendent de ce combustible comme principal chauffage domestique. Au Canada, 35 % du propane utilisé sert au chauffage, et ce taux est considérablement plus élevé dans les collectivités rurales et éloignées qui n'ont pas accès à d'autres alternatives.

À l'échelle internationale, une crainte laissant sous-entendre que la réputation du Canada en tant que partenaire d'approvisionnement fiable soit ternie est présente, et avec raison. À long terme, les retombées négatives de la crise sur l'économie canadienne sont difficiles à quantifier sur un plan monétaire, mais elles sont certainement énormes.

Les exploitants de propane au Canada conviennent qu'un dialogue significatif et respectueux doit être mis en place pour résoudre cette crise. Par contre, perturber une économie et entraver de manière si importante l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement - comme nous l'avons vu au cours de la dernière semaine - ne contribue en rien à établir les bases d'un dialogue constructif.

Le Canada a besoin d'une résolution immédiate et d'un appel à l'action pour mettre un terme au blocus.

Parvenir à une résolution exige toute l'attention du premier ministre Justin Trudeau et de son cabinet, ainsi que des gouvernements provinciaux. Il s'agit d'une crise à l'échelle du Canada qui nécessite une solution à même l'échelle du Canada.

Le temps presse. Plus cette crise durera, plus elle nuira aux familles et aux communautés - et plus notre économie prendra du temps à se rétablir. Une fois que les trains recommenceront à circuler, il faudra malgré tout beaucoup de temps aux industries pour reprendre leurs activités normales - jusqu'à une semaine pour chaque jour de perturbation, selon les estimations de l'industrie.

Nous ne pouvons plus attendre. Le Canada a besoin de solutions maintenant.

Nathalie St-Pierre, présidente-directrice générale de l'Association canadienne du propane

Article original : <https://montrealgazette.com/opinion/opinion-an-end-to-the-rail-blockades-is-needed-now>